

Le Canada dans l'entre-deux-guerres

David G. Haglund

Volume 31, numéro 4, 2000

De la SDN à l'ONU : Raoul Dandurang et la vision idéaliste des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704223ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704223ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haglund, D. G. (2000). Le Canada dans l'entre-deux-guerres. *Études internationales*, 31(4), 727–743. <https://doi.org/10.7202/704223ar>

Résumé de l'article

Cet article avance l'hypothèse que la politique étrangère et sécuritaire du Canada, que nous réunissons ensemble sous le terme « grande stratégie », a reflété les éléments d'une approche géopolitique particulièrement nord-américaine connue comme étant l'« isolationnisme ». Ainsi, au cours de l'entre-deux-guerres, le Canada, à l'instar des États-Unis et malgré des divergences évidentes sur le plan des origines et de la pratique, a cherché à profiter des avantages géostratégiques de sa situation sur un « continent retiré », retiré des vicissitudes et dangers de l'équilibre des pouvoirs en Europe. Ottawa, comme Washington, a cherché pendant cette période à isoler sa population et ses institutions des troubles qui avaient cours dans cette région du monde considérée par plusieurs au Canada anglais comme davantage un danger qu'un réconfort. La célèbre remarque de Dandurang, selon laquelle le Canada habitait « une maison protégée du feu et loin des matériaux inflammables », prend ainsi toute sa signification

Le Canada dans l'entre-deux-guerres

David G. HAGLUND*

RÉSUMÉ : *Cet article avance l'hypothèse que la politique étrangère et sécuritaire du Canada, que nous réunissons ensemble sous le terme « grande stratégie », a reflété les éléments d'une approche géopolitique particulièrement nord-américaine connue comme étant l'« isolationnisme ». Ainsi, au cours de l'entre-deux-guerres, le Canada, à l'instar des États-Unis et malgré des divergences évidentes sur le plan des origines et de la pratique, a cherché à profiter des avantages géostratégiques de sa situation sur un « continent retiré », retiré des vicissitudes et dangers de l'équilibre des pouvoirs en Europe. Ottawa, comme Washington, a cherché pendant cette période à isoler sa population et ses institutions des troubles qui avaient cours dans cette région du monde considérée par plusieurs au Canada anglais comme davantage un danger qu'un réconfort. La célèbre remarque de Dandurand, selon laquelle le Canada habitait « une maison protégée du feu et loin des matériaux inflammables », prend ainsi toute sa signification*

ABSTRACT : *This paper argues that Canadian foreign and security policy – what together we lump under the rubric of “grand strategy” – took on the aspects of a particularly North American geopolitical dispensation known as “isolationism” during the years between the world wars. Just as did the United States (though there were some obvious differences in origins and practice), so too did Canada seek in the interwar years to derive geostrategic benefit from life on a “continent apart” – apart, that is, from the vicissitudes and dangers of the European balance of power. As did Washington, so too did Ottawa seek during these decades to insulate its people and institutions from turmoil generated in a part of the world that many in English Canada were beginning to regard as more of a danger than a comfort. It is in this context that Dandurand’s famous remark about Canada’s living in a “fire-proof house, far from inflammable materials” derives its meaning.*

L'entre-deux-guerres représente une période énigmatique, mais cruciale de la politique étrangère du Canada, surtout lorsqu'il s'agit de l'étude des origines historiques de la politique étrangère contemporaine, et particulièrement si l'on s'interroge sur le rôle de Raoul Dandurand en tant que précurseur de l'« internationalisme » du Canada, tel que suggéré par le thème de ce numéro spécial. Énigmatique, car c'est à cette époque que les diplomates canadiens, y compris Dandurand, se sont imposés pour la première fois sur la scène internationale hors des confins habituels du triangle de l'Atlantique-Nord¹, essentiellement dans le contexte de la Société des Nations. Il est ainsi tentant de considérer la Société des Nations comme ayant été le prédécesseur des Nations Unies d'aujourd'hui, au-delà du sens purement chronologique du

* Directeur du Center for International Relations de l'Université Queen's à Kingston, Canada.

1. Voir David G. HAGLUND, *The North Atlantic Triangle Revisited: Canadian Grand Strategy at Century's End*, Toronto, Irwin/CHU, 2000.

terme, et d'envisager de ce fait la participation du Canada à la Société des Nations comme un présage de son internationalisme de l'après-1945. Bref, il est possible de lire l'histoire de la diplomatie canadienne de l'entre-deux-guerres et de conclure qu'elle n'en était pas à ses premiers balbutiements sur le plan de l'internationalisme.

Procéder ainsi serait toutefois fautif. Dans cet article, nous avançons que la politique étrangère et sécuritaire du Canada, que nous réunissons ensemble sous le terme « grande stratégie », a reflété des éléments d'une approche géopolitique particulièrement nord-américaine connue comme étant l'« isolationnisme ». Ainsi, au cours de l'entre-deux-guerres, le Canada, à l'instar des États-Unis et malgré des divergences évidentes sur le plan des origines et de la pratique, a cherché à profiter des avantages géostratégiques de sa situation sur un « continent retiré² », retiré des vicissitudes et dangers de l'équilibre des pouvoirs en Europe. Ottawa, comme Washington, a cherché pendant cette période à isoler sa population et ses institutions des troubles qui avaient cours dans cette région du monde considérée par plusieurs au Canada anglais comme davantage un danger qu'un réconfort. La célèbre remarque de Dandurand, selon laquelle le Canada habitait « une maison protégée du feu et loin des matériaux inflammables », prend ainsi toute sa signification³.

La diplomatie de Raoul Dandurand reflétait la situation géostratégique de l'époque et la transformation de la « culture stratégique » du Canada. Pour des raisons liées à la fois à des facteurs externes et internes, la grande stratégie du Canada s'est défaite de ses tendances « impérialistes » antérieures et s'est mise à ressembler peu à peu et à plusieurs égards à la grande stratégie des États-Unis. S'il est souvent affirmé que la « révolution de 1940 » a consolidé, sinon provoqué en tant que telle, cette nouvelle orientation géostratégique, cette dernière était en fait un legs de l'entre-deux-guerres, où la politique étrangère du Canada a pour la première fois pris en considération les réalités fondamentales de la culture politique nationale. En un mot, la grande stratégie du Canada a adopté, à cette époque, des allures beaucoup plus « nord-américaines » et beaucoup moins « britanniques ». Par le fait même, elle est devenue un moment isolationniste.

La notion d'isolationnisme a une connotation habituellement très péjorative, pour des raisons facilement concevables. Il est donc important de préciser dès le départ ce que nous entendons par ce terme, et particulièrement en raison du sujet de ce numéro spécial, soit l'héritage de Raoul Dandurand. En effet, une définition incorrecte de nos concepts pourrait susciter sans difficulté un débat inutile quant à savoir si Dandurand était ou non un « isolationniste » au sens où le terme est souvent (mal) interprété de nos jours. Il y a donc lieu,

2. William T. R. FOX, *A Continent Apart: The United States and Canada in World Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1985.

3. Cité dans Joseph T. JOCKEL et Joel J. SOKOLSKY, « Dandurand Revisited: Rethinking Canada's Defence Policy in an Unstable World », *International Journal*, vol. 48, printemps 1993, pp. 380-401. Citation à la page 380.

d'abord, d'étudier l'isolationnisme américain de l'entre-deux-guerres, car si nous suggérons qu'au cours de cette période la grande stratégie du Canada a ressemblé à la grande stratégie des États-Unis, il nous incombe de répondre à certaines questions relatives à la signification de l'isolationnisme américain.

Une dernière remarque doit être apportée ici : nous n'appliquerons pas à l'« internationalisme » la même démarche que nous nous apprêtons à appliquer pour l'isolationnisme, soit une analyse conceptuelle. En revanche, nous aurons recours dans cet article au concept d'« identité collective » pour faire allusion à une variante de l'internationalisme qui transcende l'idée de l'intérêt propre que suggèrent la défense et la promotion des intérêts par la coopération à l'étranger avec d'autres acteurs. J'estime que peu importe ce que l'« internationalisme » canadien supposait au cours de l'entre-deux-guerres, du moins à l'égard de la Société des Nations, celui-ci était avant tout associé à la promotion d'objectifs de politique étrangère qui correspondaient aux intérêts du Canada. De nos jours, il est possible que le sens du concept d'internationalisme soit plus général ; le cas échéant, ce concept pourrait faire partie de ce que certains analystes contemporains des relations internationales appellent l'« identité collective ». Selon l'un des plus éminents, Alexander Wendt, l'identité collective est une « identification positive au bien-être d'un autre, dans la mesure où l'autre est vu comme une extension cognitive du Soi, et non comme indépendant du Soi⁴ ». Nous reviendrons plus loin sur ce point.

I – L'isolationnisme américain dans l'entre-deux-guerres

Comme bien des concepts en politique, l'isolationnisme est « considérablement contesté » et suscite ainsi d'interminables débats sur son « véritable » sens. Ceci dit, la plupart des difficultés reliées à l'application de ce concept à la politique étrangère des États-Unis résident dans la confusion entre le produit de l'isolationnisme, soit la politique ou « grande stratégie » américaine au cours de l'entre-deux-guerres, et les origines nationales – ethniques, régionales, idéologiques ou autres – du sentiment isolationniste, si répandu à l'époque.

Nous nous arrêtons ici à l'isolationnisme en tant que grande stratégie américaine, ce qui n'a jamais impliqué l'autosuffisance économique ou la renonciation d'engagements politiques, ou même militaires, à l'étranger. L'histoire révèle que les interdictions d'entretenir des relations politiques, et donc militaires, avec d'autres pays étaient une pratique courante, avant la Seconde Guerre mondiale, à l'égard d'un seul continent, l'Europe (à l'exception notable des années 1917-1918). En ce qui concerne l'Amérique latine, les États-Unis n'étaient, depuis le début du dix-neuvième siècle, rien de plus qu'un État interventionniste, surtout à l'endroit de ses proches voisins des Caraïbes. En Extrême-Orient, les Américains ont semblé faire preuve de plus de retenue,

4. Alexander WENDT, « Identity and Structural Change in International Politics », dans Yosef LAPID et Friedrich KRATOCHWIL (dir.), *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Boulder, Lynne Rienner, 1997, p. 52.

mais leurs politiques dans cette région, lorsque comparées à leur attitude à l'égard de l'Europe peuvent difficilement être qualifiées d'isolationnistes⁵.

Exercer une présence à l'étranger sans nuire à ses alliés : tel était, pour les États-Unis, l'élément déterminant de l'isolationnisme en tant que grande stratégie⁶. Manfred Jonas, dans son excellente analyse de l'isolationnisme de l'entre-deux-guerres, a conclu que la préférence pour l'unilatéralisme comme *modus operandi* de la diplomatie américaine constituait le principal attribut de la stratégie⁷. Par ailleurs, lorsqu'on la compare à la diversité des interprétations concernant l'origine du sentiment isolationniste, la convergence des opinions des spécialistes quant à la signification de l'isolationnisme comme *stratégie* est surprenante. Dans la lignée de Jonas, Warren Kimball a suggéré que l'« internationalisme unilatéral » serait un terme beaucoup plus exact pour décrire l'isolationnisme en tant que grande stratégie⁸. Quant à Kalman Silvert, « la distinction fonctionnelle entre agir seul et agir de concert avec les autres devrait être celle qui nous intéresse, et non l'opposition de mots trompeurs comme « isolationnisme » et « internationalisme ». Le premier suppose une activité à l'étranger sans alliances contraignantes⁹ ».

Il est important ici de bien souligner les alliances « contraignantes », car les États-Unis ont effectivement cherché des alliés parmi les États de son propre hémisphère occidental avant la Seconde Guerre mondiale. Les alliances

5. Selig ADLER, *The Isolationist Impulse: Its Twentieth Century Reaction*, New York, Collier Books, 1961, p. 24 ; et Bernard FENSTERWALD, Jr., « The Anatomy of American « Isolationism » and Expansionism: Part I », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 2, juin 1958, pp. 115 et 118.
6. Voir le travail important de Walter A. McDougall, *Promised Land, Crusader State: The American Encounter with the World Since 1776*, Boston, Houghton Mifflin, 1997, en particulier le chapitre 2 : « Unilateralism, or Isolationism (so called) ».
7. Manfred JONAS, *Isolationism in America, 1935-1941*, Ithaca, Cornell University Press, 1966.
8. Warren F. KIMBALL, *The Most Unsordid Act: Lend-Lease, 1939-1941*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1969, p. 1.
9. Kalman H. SILVERT, « The Kitsch in Hemispheric Realpolitik », dans Ronald G. HELLMANN et H. Jon ROSENBAUM (dir.), *Latin America: The Search for a New International Role*, New York, John Wiley & Sons, 1975, p. 31. Toutefois, une divergence terminologique revient de plus en plus dans le discours, telle que mise en évidence par un auteur qui insistait récemment sur le fait que les Américains ne peuvent pas de nos jours être catalogués d'isolationnistes : leurs propensions internationalistes se matérialisent en multilatéralisme ou en unilatéralisme ! Voir Eugène R. WITKOPF, « What Americans Really Think about Foreign Policy », *Washington Quarterly*, vol. 19, été 1996, pp. 91-106. « Les internationalistes, dit-il, sont partisans d'un internationalisme coopératif et militant, alors que les isolationnistes évitent l'une et l'autre de ces formes. » Dans la même veine, un autre analyste craint que le partenariat global Europe-États-Unis ne devienne victime d'une Europe de l'Ouest engloutie par ses propres problèmes et d'une Amérique « embourbée face à des choix illusoire entre unilatéralisme et isolationnisme ». Voir David C. GOMPERT, « Introduction: A Partner for America », dans David C. GOMPERT et F. Stephen LARRABEE (dir.), *America and Europe: A Partnership for a New Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 2. Finalement, John Ruggie soutient (correctement) que le sénateur Henry Cabot Lodge n'était pas opposé à l'entrée des États-Unis à la Société des Nations, conditionnellement à certaines réserves, et conclut de cette observation que « la position de Stance n'était pas de l'isolationnisme, mais de l'unilatéralisme ». John Gerard RUGGIE, « The Past as Prologue? Interests, Identity, and American Foreign Policy », *International Security*, vol. 21, printemps 1997, pp. 96-97.

en tant que telles n'auraient probablement pas été incompatibles avec la grande stratégie de l'isolationnisme, mais les alliances avec les puissances européennes l'auraient été, car la formation d'alliances en Europe imposerait, par définition, des contraintes, des coûts et des risques considérables, l'isolationnisme se voulant justement une tentative (vaine, dans ce cas) de pallier à ces inconvénients de la politique étrangère. La stratégie a finalement été abandonnée ; vers le mois d'août 1940, on considéra que les « avantages » de l'exercice auraient été largement supplantés par la nécessité de l'engagement contraignant à l'égard de la Grande-Bretagne dans la lutte contre Hitler et ses alliés.

Si l'isolationnisme comme grande stratégie provoqua le refus des États-Unis de garantir le *statu quo* de l'après-Première Guerre mondiale en Europe en participant à une alliance européenne, sur quoi ce refus s'appuyait-il ? Dans l'objectif de mieux saisir les origines de l'isolationnisme de l'entre-deux-guerres, nous concentrerons maintenant notre analyse sur les principaux décideurs concernés, ce qui doit signifier en premier lieu le président Roosevelt et ses principaux conseillers.

Il existe un étrange débat entourant la relation entre le président et la grande stratégie que lui et ses conseillers ont élaborée et défendue pendant si longtemps, un débat qui fait intervenir un personnage de télévision vieux d'une génération, Geraldine, qui, telle qu'incarnée par Flip Wilson, justifiait toujours ainsi ses écarts de conduite : « c'est le diable qui me l'a fait faire ». De même, l'opinion dominante relative à l'isolationnisme de l'administration Roosevelt avant le mois d'août 1940 était essentiellement une fonction de ce vieux diable qu'est la recherche de l'intérêt personnel, alors que le président disait et faisait des choses auxquelles il ne croyait pas, mais qu'il ne pouvait se permettre de rejeter par crainte du pouvoir de l'opinion publique. L'une des premières manifestations de la « thèse Geraldine » apparaît en 1943 dans une publication du Département d'État, *Peace and War*, un recueil de documents qui prouveraient, selon le département, que le gouvernement luttait depuis 1933 contre des tendances isolationnistes, malgré des apparences contraires¹⁰. Depuis la publication de *Peace and War*, les analyses de l'ère Roosevelt ont été dominées par l'image d'un président qui, « au cours de l'isolationnisme paralysant des années trente (...), est demeuré secrètement un internationaliste résolu uniquement à travailler ou à jouer avec les isolationnistes¹¹ ».

Les partisans de la position selon laquelle Roosevelt était (secrètement) un internationaliste affirment que le président était destiné, en raison de ses liens familiaux, de ses voyages et de son éducation, à devenir un fervent

10. *Peace and War: United States Foreign Policy, 1931-1941*, Washington, Département d'État, 1943.

11. Willard RANGE, *Franklin D. Roosevelt's World Order*, Athens, University of Georgia Press, 1959, p. xi. Pour des points de vue similaires, voir James McGregor BURNS, *Roosevelt: The Lion and the Fox*, New York, Harcourt, Brace & World, 1956 ; et Frank FREIDEL, *Franklin D. Roosevelt: Launching the New Deal*, Boston, Little, Brown, 1973. Pour des correctifs utiles, voir Robert A. DIVINE, *Roosevelt and World War II*, Baltimore, Penguin Books, 1970.

internationaliste, un acteur de premier ordre d'une « identité collective » centrée sur le triangle nord-américain. Dans le prologue de son réputé *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy*, Robert Dallek décrit Roosevelt comme la quintessence de l'« internationalisme américain », un homme politique qui, à l'unique exception de son cousin Theodore, « a été l'Américain le plus cosmopolite à entrer à la Maison-Blanche depuis John Quincy Adams, en 1825¹² ».

Roosevelt, dit-on, n'était pas de la majorité ethnocentrique. L'argumentation peut donc se poursuivre : parce qu'il était cosmopolite et que la plupart des Américains ne l'étaient pas, et parce que l'on savait que le public n'approuverait aucun engagement politique en Europe, Roosevelt ne pouvait au mieux que participer timidement à l'identité collective et à l'internationalisme entre 1933 et 1940. Il aurait voulu faire davantage, mais ne le pouvait pas, prisonnier de l'opinion publique, ou des isolationnistes, ou des deux¹³.

Cet argument est plausible, surtout parce qu'il s'appuie sur l'hypothèse que Roosevelt laissait entrevoir une culture internationaliste, ce qui semble avoir été le cas. Mais l'argument s'affaiblit sur le plan de l'apprentissage historique. Fait paradoxal, certains historiens semblent avoir peine à accepter que l'historiographie révisionniste et le *Zeitgeist* des années 1920 et 1930 aient eu un effet aussi persuasif sur Roosevelt que sur les nombreux autres Américains, cosmopolites ou non, président ou non. L'apprentissage historique n'explique pas à lui seul l'isolationnisme des États-Unis, ni l'isolationnisme du Canada, comme nous le constaterons à la section suivante. Il s'est toutefois avéré le puissant corrosif d'une éventuelle identité collective dont on aurait pu autrement avancer la formation au sein du triangle de l'Atlantique Nord.

Au cours de l'entre-deux-guerres, Franklin Roosevelt, comme la majorité des Américains, croyait qu'une « leçon » historique importante pouvait être tirée de l'épisode de 1917, au moment où les États-Unis abandonnèrent la politique de l'isolationnisme pour joindre les tranchées sanglantes du front occidental. C'est ce qui a renforcé, et même expliqué en grande partie, la détermination de Roosevelt de maintenir la grande stratégie isolationniste jusqu'en août 1940, au moment de l'entente des « destroyers contre des

12. Robert DALLEK, *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932-1945*, New York, Oxford University Press, 1979, p. 3.

13. Irwin Gellmann est un autre analyste qui partage ce point de vue. Selon lui, les politiques de Roosevelt à l'endroit de l'Amérique latine, loin d'être une fonction de l'isolationnisme, constituaient en fait une manifestation de l'internationalisme. « Roosevelt a saisi l'occasion que représentait l'Amérique latine. Exclu des délibérations européennes par les gouvernements d'Europe et l'opposition aux États-Unis, frustré par les ambitions du Japon en Extrême-Orient, le président s'est converti à l'internationalisme en exploitant l'unique possibilité. » Irwin F. GELLMANN, *Good Neighbor Diplomacy: United States Policy in Latin America, 1933-1945*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1979, p. 17. Pour la même perspective, voir aussi Wayne S. COLE, *Roosevelt and the Isolationists, 1932-45*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983, chapitre 25, « Latin America – Side Door to Internationalism ».

bases » avec la Grande-Bretagne, et ceci sans compter qu'il avait une préférence marquée pour ce pays au sein des grandes puissances européennes, alors que le continent s'enlisait une fois de plus dans les affres de la guerre.

Quelle était donc cette grande perception caractéristique des deux décennies de l'entre-deux-guerres ? Les États-Unis avaient commis une grave erreur en s'engageant dans l'équilibre des pouvoirs européens en 1917. Ce point de vue n'était pas uniquement partagé par une minorité ignorante ; en effet, l'idée que l'intervention américaine avait été une bévue tragique était si répandue qu'elle constituait un credo national aux États-Unis. Le politologue Robert Strausz-Hupé s'est penché sur le pouvoir de ce révisionnisme historique, qui aurait été accepté, selon lui, sous une forme ou une autre par 99 pour cent des Américains : « Bien entendu, c'est un pur non-sens que d'affirmer que les internationalistes étaient contraints par la minorité isolationniste. Exception faite d'une minorité influente, tous les Américains étaient isolationnistes¹⁴. »

Au début des années 1920, lorsque les historiens entreprirent leur réflexion sur l'interprétation admise – et formulée pendant la guerre – des origines de la Première Guerre mondiale, ils ont découvert que la responsabilité du conflit n'était pas seulement attribuable à l'Allemagne (certains allant jusqu'à dire que l'Allemagne n'y était pour rien). En 1922, le *Myth of a Guilty Nation* de Albert Jay Nock proposait que la responsabilité ultime pour le carnage de 1914-1918 ne reposait pas sur les Puissances Centrales, mais bien sur la Russie et la France. Une littérature pléthorique reprit cette idée au cours des années suivantes et avança de surcroît une autre hypothèse : les États-Unis avaient été entraînés dans la guerre par le lobby machiavélique des fabricants de munitions, de Wall Street et des propagandistes britanniques¹⁵.

Ce dernier aspect en particulier – le rôle des faiseurs d'opinions britanniques en temps de guerre – assurait pratiquement à lui seul que l'identité collective représenterait un instrument puissant dans la création d'une alliance démocratique, car il suscitait une méfiance à l'égard de la Grande-Bretagne, et pas seulement au sein du peuple. L'onde de choc révisionniste du milieu des années 1920 a convaincu à la fois le public américain et leurs élus que les États-Unis ne devaient plus jamais être « aspirés » par une guerre en Europe. Au cours des années 1920, les déclarations officielles de la Grande-Bretagne, selon lesquelles Londres avait fréquemment (mais pas toujours) menti à propos des atrocités commises par l'Allemagne lors de la Grande Guerre, ont donné à réfléchir aux Américains¹⁶. L'éditeur du *Richmond Times-Despatch* soulignait, en décembre 1925, « que lors d'une prochaine guerre, la propagande devra être plus subtile et intelligente que la meilleure propagande de la

14. Robert STRAUZ-HUPÉ, *In My Time*, New York, W. W. Norton, 1965, p. 176.

15. Pour un excellent examen des répercussions de cette historiographie révisionniste sur l'isolationnisme américain, voir Warren I. COHEN, *The American Revisionists: The Lessons of Intervention in World War I*, Chicago, University of Chicago Press, 1967.

16. James Morgan READ, *Atrocity Propaganda, 1914-1919*, New Haven, Yale University Press, 1941.

Guerre mondiale. Des gouvernements qui bénéficiaient de notre confiance et qui ont avoué franchement avoir menti systématiquement au cours de la dernière guerre, cela n'est pas près d'être oublié¹⁷ ».

En novembre 1933, bien peu d'Américains pouvaient critiquer l'éditorial de William Allen White à l'occasion du quinzième anniversaire de l'Armistice. Vivaient-ils dans un monde meilleur que celui de 1914 grâce aux morts et à la destruction de la guerre, s'est demandé l'éditeur de l'*Emporia Gazette* du Kansas ? « La situation serait-elle pire si l'Allemagne avait gagné ? Posez-vous honnêtement la question. Personne ne le sait. (...) La guerre est la blague du diable à l'humanité. Alors célébrons l'Armistice en riant aux larmes¹⁸. »

Roosevelt sera si influencé par les « leçons » de l'historiographie révisionniste de l'après-guerre qu'il admettra franchement l'erreur de sa propre pensée lors du conflit. Lorsque le secrétaire d'État pacifiste de Woodrow Wilson, William Jennings Bryan, remit sa démission en réponse à une note de Wilson qu'il avait jugée belliqueuse dans l'affaire du naufrage du *Lusitania*, Roosevelt a été l'un de ceux que le geste a mis en colère. Il salua la nomination de Robert Lansing comme successeur de Bryan et lança la remarque injustifiée que pour une fois le secrétaire d'État du pays « était un gentleman ». Toutefois, vingt ans plus tard, Roosevelt confia à son ambassadeur au Mexique, Josephus Daniels, que « si W.J.B était demeuré secrétaire d'État, le pays se serait beaucoup mieux tiré d'affaire¹⁹ ».

Peu de temps après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, Daniels exprima, dans une lettre à Roosevelt, le sentiment national qui prévalait alors, à savoir que Hitler pouvait être défait malgré l'isolationnisme des États-Unis. Dans une lettre du 12 septembre, Daniels se déclara « à 100 pour cent contre [la] participation [des États-Unis] à cette guerre sanglante, mais, bien entendu, j'ai confiance que l'Europe sera délivrée des gouvernements totalitaires et du fléau de la force ». En tout cas, conclut-il, l'hémisphère occidental serait « immunisé des miasmes de la guerre européenne²⁰ ».

Les déclarations et, dans une plus large mesure, les actions de Roosevelt alors qu'il tentait d'éviter ces miasmes en élaborant un ordre sécuritaire plus démocratique (et plus noble selon certains) dans le Nouveau Monde

17. Cité dans Arthur PONSONBY, *Falsehood in War-Time : Containing an Assessment of Lies Circulated throughout the Nations during the Great War*, New York, E. P. Dutton, 1928 ; réédition de New York, Garland Publishing, 1971, p. 113.

18. William Allen WHITE, *The Autobiography of William Allen White*, New York, MacMillan, 1946, p. 640.

19. Cité dans Frank FREIDEL, *Franklin D. Roosevelt : The Apprenticeship*, Boston, Little, Brown, 1952, p. 250. COHEN, dans *American Revisionists*, op. cit., p. 161, souligne que même si Roosevelt n'acceptait pas les thèses plus « controversées » de l'intervention américaine lors de la Première Guerre mondiale, il était de toute évidence impressionné par les écrits révisionnistes moins sensationnalistes, et avait « conclu que l'intervention (...) avait été une erreur ».

20. Daniels à Roosevelt, 12 septembre 1939, dans Carroll KILPATRICK (dir.), *Roosevelt and Daniels : A Friendship in Politics*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1952, p. 189.

témoignaient de sa volonté idéaliste de ne pas faire entrer son pays en guerre²¹. Il n'y avait rien d'illogique ou d'immoral à cette volonté, et lorsque les événements de 1940 l'ont convaincu que la sécurité territoriale du pays serait accrue si les États-Unis exerçaient de nouveau leur influence au sein du concert des puissances européennes, il s'est prudemment adapté à cette nouvelle réalité. En dernière analyse, la peur a fait adhérer les États-Unis à une alliance traditionnelle, pour des raisons concevables.

II – L'isolationnisme canadien dans l'entre-deux-guerres

Qu'en est-il de l'« alliance » Canada-Grande-Bretagne ? Certes, on peut affirmer que son existence même réfute l'argument selon lequel le Canada aurait adopté une grande stratégie « isolationniste », car le principe même d'une alliance ne contredit-il pas la notion d'isolationnisme ? Non, comme nous l'avons démontré plus haut. Ce qui importe, c'est le degré auquel un acteur est lié, ou « engagé », par ses alliances, soit le degré auquel celles-ci peuvent contraindre un acteur à s'engager dans des situations où il préférerait demeurer à l'écart. Pendant la majorité des années de l'entre-deux-guerres, y compris les années où les libéraux n'étaient pas au pouvoir, Ottawa a effectivement cherché à minimiser la portée d'un quelconque engagement qui pouvait exister à l'égard de la Grande-Bretagne et de l'Empire (ou du Commonwealth). Même lorsque le premier ministre Mackenzie King s'était fait à l'idée – contre l'avis de certaines personnes influentes du ministère des Affaires extérieures et d'éminents collègues du Québec²² – que le Canada suivrait la Grande-Bretagne si celle-ci décidait d'entrer en guerre, il souhaita faire en sorte que la contribution du pays serait un « engagement limité ». Au cours de la première semaine de septembre 1939, Franklin Roosevelt révélait aux Américains son intention de garder leur pays hors de la guerre ; au même moment, Mackenzie King préparait les Canadiens à la guerre. Cette décision était tout à fait normale, le Canada étant un pays membre du Commonwealth britannique, et donc lié politiquement, constitutionnellement, et par sentiment, à Londres. En fait, malgré une longue tradition de « gouvernement responsable », le Canada était automatiquement entré dans la Première Guerre mondiale lors de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne, et jusque tard dans les années 1930, les juristes se sont querellés à savoir si le Canada avait la compétence de déclarer

21. Pour des exposés contemporains des efforts d'isolement des États-Unis derrière les murs de l'hémisphère occidental, voir : Raymond Leslie Bull, *Isolated America*, 2^e édition, New York, Alfred A. Knopf, 1940 ; Hubert HERRING, *Good Neighbors : Argentina, Brazil, Chile and Seventeen Other Countries*, New Haven, Yale University Press, 1941 ; Albert E. CARTER, *The Battle of South America*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1941 ; et Joseph ALSOP et Robert KINTNER, *American White Paper : The Story of American Diplomacy and the Second World War*, 6^e édition, New York, Simon & Schuster, 1940.

22. Voir John MACFARLANE, *Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canadian Foreign Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.

la guerre ou de demeurer à l'écart d'un conflit auquel la Grande-Bretagne participerait²³.

Toutefois, à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, le Canada prônait sa propre interprétation des finesses du droit international qui accompagnaient son statut d'État membre du Commonwealth : seul le Parlement à Ottawa avait le droit d'engager le pays dans une guerre, un droit qu'il exercera dûment et symboliquement le 10 septembre 1939, soit une semaine jour pour jour après la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne. Néanmoins, un article de Stephen Leacock publié peu de temps avant, en juin 1939, dans l'*Atlantic Monthly* se révélerait quelque peu prophétique : « Si vous demandiez à n'importe quel Canadien, écrit-il, « Devriez-vous aller à la guerre si l'Angleterre allait à la guerre ? », il vous répondrait sans hésiter « Non ». Si vous lui demandiez ensuite « Iriez-vous à la guerre si l'Angleterre y allait ? », il répondrait « Oui ». Et si vous lui demandiez pourquoi, il vous répondrait, d'un ton réfléchi, « Eh bien, vous voyez, il le faudrait²⁴. »

Pour paraphraser Leacock, l'identité collective aurait suffi à cimenter l'alliance entre le Canada et la Grande-Bretagne. En fait, il serait impossible de comprendre pourquoi le Canada est entré dans la Seconde Guerre mondiale plus de deux ans avant les États-Unis sans invoquer le principe de l'identité collective, même s'il convient de spécifier que la composante démocratique de cette identité, quoique présente, n'ait pas été la plus importante et qu'elle put être supplantée par l'identité culturelle anglo-saxonne. Par contre, on ne doit pas oublier que ce n'est pas avant tard dans la décennie 1930, soit à l'évidence d'une menace totalitaire, qu'Ottawa fit connaître ses intentions si une guerre venait à éclater en Europe. Autrement dit, même dans le cas de l'alliance canado-britannique, l'identité collective nécessitait la perception d'une menace pour stimuler une coopération accrue en matière de défense et de sécurité, et ainsi transformer ce qui semblait être une fausse alliance en une association militaire sérieuse.

À la fin de 1938 et au début de 1939, soit avant la détérioration de la situation en Europe, rien ne permettait aux observateurs des deux pays de conclure qu'Ottawa se retrouverait aux côtés de Londres si une autre guerre européenne éclatait. En dépit de l'opinion des spécialistes du droit international au sujet des « obligations » du Canada, les gouvernements des deux États étaient loin d'être assurés de leur coopération advenant le déclenchement d'une guerre en Europe, et ce, malgré leur lien au sein du Commonwealth ! Quelques années avant la Conférence impériale de 1926, au moment où tous les dominions se sont vu attribuer un statut d'« égalité » par rapport à la

23. Pour un aperçu de ce débat, voir : O. D. SKELTON, « Current Events », *Queen's Quarterly*, vol. 28, juillet 1920, pp. 89-105 ; John S. EWART, « Canada, the Empire, and the United States », *Foreign Affairs*, vol. 6, octobre 1927, pp. 116-127 ; et F. R. SCOTT, « The Permanent Bases of Canadian Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 10, juillet 1932, pp. 617-631.

24. Cité dans J. L. GRANATSTEIN et Robert BOTHWELL, « A Self-Evident National Duty : Canadian Foreign Policy 1935-1939 », *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 3, janvier 1975, p. 212.

Grande-Bretagne et qu'ils jouissaient donc vraisemblablement de l'autorité souveraine sur les questions cruciales de guerre et de paix, plusieurs au Canada avançaient que le pays ne devait plus jamais participer à une guerre sur le continent européen, même si la Grande-Bretagne s'y engageait.

De tous les « vieux » dominions du Commonwealth, le Canada était considéré à juste titre comme l'État le moins susceptible de contribuer à la défense commune, ce qui soulevait un doute chez les Britanniques quant à savoir s'ils pouvaient effectivement compter sur Ottawa²⁵. Si ce doute était présent chez les Britanniques, c'est parce qu'il l'était aussi chez les Canadiens. Dans une plus simple mesure, et c'est également le cas pour les États-Unis, il est possible de qualifier d'isolationniste la politique adoptée par le Canada pendant une grande partie de l'entre-deux-guerres. Certes, les deux variantes nord-américaines de l'isolationnisme comportaient leurs différences : l'un des États était lié par une association politique de longue date à une puissance européenne, l'autre répugnait à de tels liens ; l'un était membre de la Société des Nations, mais saisissait chaque occasion pour minimiser toute obligation qu'impliquait ce membership, alors que l'autre considérait la même organisation comme un piège européen pernicieux ; l'un vivait dans la crainte constante que les interventions à l'étranger (c'est-à-dire en Europe) nuiraient au fragile équilibre des pouvoirs ethniques sur le plan national, alors que pour l'autre, la question ethnique, quoiqu'un facteur sociétal d'importance, ne constituait pas un élément prépondérant de la politique étrangère.

Il existait, en contrepartie, d'importantes similitudes entre les isolationnismes des deux États, surtout au chapitre de l'apprentissage historique. Les morts au combat et les autres vies perdues en raison des blessures débilantes ont grandement affecté les deux pays au sortir de la Grande Guerre. Ces pertes avaient toutefois été beaucoup plus importantes pour le Canada que pour les États-Unis. En effet, le Canada, en raison de son engagement pendant les quatre ans de la guerre, a proportionnellement souffert beaucoup plus que les États-Unis, qui ne se sont impliqués qu'en 1917. Mesuré en proportion de la population totale, le nombre de morts au combat pour le Canada – chiffré à environ 60 000 – était neuf fois plus élevé que celui des États-Unis, dont le nombre de morts en termes absolus était plus élevé (90 000), mais pour une population treize fois plus nombreuse que celle du Canada, alors chiffrée à huit millions. Si l'on ajoute au nombre de morts au combat le nombre de

25. Dans les quelques mois qui ont suivi la Conférence de Munich, le premier ministre Neville Chamberlain croyait que la Grande-Bretagne était aussi susceptible de recevoir un renfort militaire significatif des États-Unis que du Canada, soit pas susceptible du tout. Chamberlain qualifia le Canada comme « le plus faible navire de la flotte [du Commonwealth] ». Cité dans Brian J. C. MCKERCHER, « World Power and Isolationism: The North Atlantic Triangle in the Crises of the 1930 », dans Brian J. C. MCKERCHER et Lawrence ARONSEN (dir.), *The North Atlantic Triangle in a Changing World: Anglo-American-Canadian Relations, 1902-1956*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 134. Sur la volonté répétée du Canada de ne pas collaborer sur le plan sécuritaire avec les autres pays du Commonwealth au cours des années 1920 et une partie des années 1930, voir James EAYRS, *In Defence of Canada, vol. 2: Appeasement and Rearmament*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

blesés qui, selon un auteur, « sont revenus de la guerre trop affectés de corps et d'esprit pour poursuivre une vie normale », il ne serait pas exagéré d'avancer que le Canada a perdu un pour cent de sa population au cours de la Grande Guerre²⁶. Est-il donc surprenant que le premier ministre King ait exprimé devant la Chambre des communes, le 30 mars 1939, son dégoût à l'égard de la « folie » que représentait la nécessité pour les Canadiens d'avoir à s'engager dans une guerre européenne à chaque génération²⁷ ?

Une deuxième source a contribué à l'isolationnisme du Canada entre les deux guerres mondiales et réside en quelque sorte dans l'apprentissage historique induit par la guerre. Le Canada se définissait de plus en plus comme un État « nord-américain », et non européen, avant même la Grande Guerre. Le conflit et ses coûts ont accéléré cette redéfinition, éliminant effectivement des « idées dominantes » de la politique étrangère canadienne la vision antérieure de fédération impériale (ou Impérialisme)²⁸.

Durant la guerre, et pour un court moment après la guerre, il y eut un regain de l'antiaméricanisme traditionnel chez de nombreux Canadiens, frustrés, d'une part, par le refus des Américains de prendre les armes et, d'autre part, par leur insistance à s'attribuer tout le mérite d'avoir mis fin aux hostilités²⁹. Ceci dit, l'ultime effet du conflit a été de renforcer la conception naissante au Canada de la « doctrine des deux sphères », un credo (nord-)

26. Desmond MORTON, *A Military History of Canada: From Champlain to the Gulf War*, 3^e édition, Toronto, McClelland & Stewart, 1992, p. 165. Sur les coûts en vies humaines de la guerre, voir aussi : Oscar D. SKELTON, *The Canadian Dominion: A Chronicle of our Northern Neighbor*, New Haven, Yale University Press, 1919, p. 269 ; et Kim Richard NOSSAL, *The Politics of Canadian Foreign Policy*, 3^e édition, Scarborough, Prentice Hall Canada, 1997, pp. 151-153.

27. Cité dans John Bartlet BREBNER, *North Atlantic Triangle: The Interplay of Canada, the United States and Great Britain*, Toronto, McClelland & Stewart, 1966 ; publication originale : New York, Columbia University Press, 1945, p. 323.

28. Sur le rôle des « idées dominantes » dans la stratégie canadienne, voir NOSSAL, *Politics of Canadian Foreign Policy*, op. cit., pp. 139-140. Sur l'idée d'unité impériale, voir Carl BERGER, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970. Les années 1920 semblent représenter une décennie critique dans la lutte pour l'identité du Canada, dont les protagonistes soutenaient qu'elle était un choc de civilisations opposant l'Europe et les États-Unis. Au sujet de ce choc, un auteur note « qu'il y eut une époque, il n'y a pas très longtemps, où considérer le Canada comme un État d'Amérique du Nord relevait, pour certains, de l'hérésie ». Ramsey COOK, *Canada, Quebec, and the Uses of Nationalism*, 2^e édition, Toronto, McClelland & Stewart, 1995, pp. 174-175. Pour un aperçu contemporain du choc des civilisations, voir Frederick Philip GROVE, *It Needs to be Said*, Toronto, Macmillan, 1929 ; réimpression Ottawa, Tecumseh Press, 1982, pp. 135-163.

29. Un éminent spécialiste des relations canado-américaines de l'entre-deux-guerres explique d'ailleurs que « si peu que l'Américain moyen en était conscient, sa générosité quelque peu condescendante envers le Canada se butait à de l'antipathie qui, pour quelque temps, a pris des allures de haine ». Edgar W. McINNIS, *The Unguarded Frontier: A History of American-Canadian Relations*, Garden City, Doubleday Doran, 1942, pp. 346-347. Sur l'antiaméricanisme traditionnel tel qu'il s'est développé au cours du siècle précédant, voir S. F. WISE et Robert Craig BROWN, *Canada Views the United States: Nineteenth-Century Political Attitudes*, Seattle, University of Washington Press, 1967.

américain répandu qui imputait une grande importance géographique et *politique* à la séparation entre le Nouveau Monde droit et moral et le Vieux Continent avili³⁰. Si l'influence de cette doctrine sur l'élaboration des politiques n'a pas eu la même influence au Canada qu'aux États-Unis, où elle deviendra un élément central du pan-américanisme et de l'isolationnisme, elle a néanmoins contribué à une prise de distance perceptible du Canada envers l'Europe, y compris – et surtout – à l'égard de la Grande-Bretagne³¹.

Le ton rhétorique employé par certains Canadiens au cours de l'entre-deux-guerres dans l'élaboration de la doctrine des deux sphères était pour le moins remarquable, en raison, d'une part, de l'idée que les intérêts sécuritaires du Canada pouvaient et devaient se distinguer des intérêts européens (et britanniques), et, d'autre part, de l'âpreté avec laquelle cette distinction était souvent exprimée. Peu de temps après la guerre, un jeune député libéral du Québec, qui accédera plus tard au cabinet, exposa à la Chambre des communes une vision plutôt nouvelle de l'intérêt national du Canada. « Nous, Canadiens, déclara C. G. (« Chubby ») Power en septembre 1919, notre destinée n'est pas en Europe continentale, mais ici, sur la libre terre de l'Amérique. Notre politique pour les cent prochaines années devrait correspondre à celle adoptée par George Washington dans la gouverne de son pays, soit la renonciation absolue d'interférence dans les affaires européennes, et par Sir Wilfrid Laurier, autre grand-père de sa patrie, le Canada, qui prôna « une libération du vortex du militarisme européen³². »

L'image d'une Europe à la fois sans rédemption et au-delà de la rédemption était récurrente. Newton Rowell invoqua cette image au début de l'entre-deux-guerres, en sa qualité de représentant du Canada à la session inaugurale de la Société des Nations, en 1920, où il souligna que « la politique de l'Europe, les hommes d'État de l'Europe, l'ambition de l'Europe ont entraîné le monde dans un bain de sang qui nous fait encore souffrir et qui nous fera souffrir pour des générations. Sur les terres de France et des Flandres, le Canada a payé de 50 000 hommes (*sic*) les tentatives de la diplomatie

30. Pour une bonne analyse de l'« idée nord-américaine », voir Donald M. PAGE, « Canada as the Exponent of North American Idealism », *American Review of Canadian Studies*, vol. 3, automne 1973, pp. 30-46.

31. Sur la relation entre le pan-américanisme et l'isolationnisme dans le cas des États-Unis, voir : Arthur P. WHITAKER, *The Western Hemisphere Idea : Its Rise and Decline*, Ithaca, Cornell University Press, 1954 ; et Eugene STALEY, « The Myth of the Continents », *Foreign Affairs*, vol. 19, avril 1941, pp. 491-492. La conception canadienne de la doctrine des deux sphères était moins ambitieuse et n'englobait pas l'Amérique latine, car, comme l'explique un ancien haut-dirigeant du Canada, « les Canadiens, qui n'ont jamais souscrit à la mystique Washington-Bolivar et à la tradition républicaine révolutionnaire, n'ont pas pris très au sérieux l'idée qu'ils ont des liens particuliers avec des peuples issus de traditions politiques extrêmement différentes simplement parce qu'ils sont en l'occurrence liés entre eux par un territoire quasi infranchissable ». John W. HOLMES, *The Better Part of Valour : Essays on Canadian Diplomacy*, Toronto, McClelland & Stewart, 1970, p. 11.

32. Cité dans Gregory A. JOHNSON et David A. LENARCIC, « The Decade of Transition : The North Atlantic Triangle during the 1920s », dans *North Atlantic Triangle in a Changing World*, *op. cit.*, p. 87.

européenne de solutionner les problèmes de l'Europe³³ ». Frank Underhill fera aussi référence à cette image à la fin de l'entre-deux-guerres dans son argumentation contre la participation du Canada à une guerre que tous voyaient venir, une guerre dans laquelle le Canada serait probablement entraîné par la Grande-Bretagne, avec le résultat que « des ouvriers et des fermiers canadiens tueraient des ouvriers et des fermiers allemands, ou seraient tués par eux, au cours d'un massacre insensé... [N]ous devrions faire la sourde oreille aux flatteries de l'Europe et, tel Ulysse et ses hommes, voguer au-delà de la sirène européenne, les oreilles bouchées par des factures d'impôts. Tous ces troubles en Europe ne valent pas les os d'un grenadier de Toronto³⁴ ».

C'est probablement au ministère des Affaires extérieures où la doctrine des deux sphères a été la plus présente, incarnée en la personne du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Oscar Douglas Skelton, qui, à la fin des années 1930, était devenu le fonctionnaire le plus influent d'Ottawa, et certainement le plus proche conseiller du premier ministre King, même si ce dernier ne souscrivait pas à la profonde méfiance de Skelton à l'endroit de la Grande-Bretagne et à son attachement à l'isolationnisme³⁵. Peu importe les motifs justifiant la préférence de Skelton pour l'isolationnisme (certains auteurs ont suggéré les raisons ethniques, à savoir l'ascendance irlandaise de Skelton), il y a peu de doute que le sous-secrétaire ait prêché contre la constitution d'une communauté d'intérêts, et encore moins d'une identité collective, au sein du Commonwealth³⁶.

Skelton était un ardent partisan de l'indépendance du Canada, ce qui impliquait, à cette époque, la nécessité de distancer le pays de la Grande-Bretagne et de se rapprocher des États-Unis, avec qui *il existait*, croyait-il, une communauté d'intérêts, peut-être même une identité collective. De l'avis de Skelton, les problèmes de l'Europe – ce qui devait également signifier les problèmes de la Grande-Bretagne – étaient la responsabilité de l'Europe. « Devons-nous quelque chose à l'Europe ?, se demandait-il. Le Canada partage une frontière de 3 000 milles avec un voisin quinze fois plus puissant (...). Nous savons que pas un seul pays du continent européen ne lèverait le petit doigt si les États-Unis venaient à nous attaquer. La sécurité du pays repose sur notre nature raisonnable, la décence de notre voisin et l'édification stable de

33. Cité dans *ibid.*, pp. 85-86.

34. Cité dans Tom KEATING et Larry PRATT, *Canada, NATO and the Bomb: The Western Alliance in Crisis*, Edmonton, Hurtig, 1988, p. 15.

35. C. P. STACEY, *A Very Double Life: The Private World of MacKenzie King*, Toronto, MacMillan of Canada, 1976, pp. 26-27 : « Il semblait clair que King, au fond de lui-même, n'a jamais eu le moindre doute [après 1937] que si la Grande-Bretagne s'engageait dans une autre grande guerre, le Canada devrait lui venir en aide. »

36. David M. L. FARR, « Introduction to the Carleton Library Edition », dans Oscar Douglas SKELTON, *The Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier, vol. 1: 1841-1896*, Toronto, McClelland & Stewart, 1965, (publication originale 1921), p. xvi ; William T.R. Fox, *A Continent Apart, op. cit.*, p. 48.

relations amicales, de normes de conduite et de points de vue communs. Pourquoi ne pas laisser l'Europe agir ainsi³⁷ ? »

Un dernier élément sert à expliquer l'isolationnisme canadien, et une fois de plus, ses deux variantes nord-américaines renferment certaines similitudes. La politique ethnique était présente au sein des deux États et une certaine influence dans les décisions de politique étrangère peut lui être attribué³⁸. La différence réside dans le fait qu'aux États-Unis, les facteurs ethniques n'ont eu que peu d'influence à empêcher un pays ne souhaitant nullement s'engager en Europe d'agir, justement, contre sa volonté. La tradition de politique étrangère et l'apprentissage historique représentaient à eux seuls des forces assez puissantes pour tenir les États-Unis à l'écart des affaires européennes ; l'enjeu ethnique a pu accentuer le débat, mais n'en a pas déterminé l'orientation, ni le résultat.

En revanche, au Canada, la politique ethnique était un élément fondamental. Dans l'optique de l'enjeu depuis longtemps en ébullition de l'« unité nationale », elle représenta un deuxième aspect de l'apprentissage historique dont l'enseignement principal révélait que la participation du pays à la grande guerre avait été coûteuse. Depuis la Guerre des Boers de 1899, les dirigeants du pays avaient appris que les engagements importants en matière de politique étrangère contractés sous l'égide de l'Empire (ou Commonwealth) ne pouvaient que représenter une menace à la sécurité nationale. La raison en était évidente : le Canada français se définissait à la fois en opposition au Canada anglais (et, par extension, à la Grande-Bretagne) et à l'« Europe » (lire la France), qui l'avait, croyait-il, abandonné et qui méritait ainsi difficilement son appui. Pour les nationalistes canadiens-français, le fait que le Canada ait eu deux « mères patries » était une raison de plus pour ne pas s'immiscer dans les affaires de l'une ou l'autre³⁹. Ce sont les gouvernements libéraux, sous les premiers ministres Laurier et King, qui ont été les plus conscients de cette leçon, redevables qu'ils étaient de l'appui du Québec.

King se considérait presque comme le successeur idéologique de Laurier, ce qui signifie qu'il était profondément conscient des troubles que susciterait au pays un engagement à l'étranger, une prise de conscience qui avait amené

37. Cité dans Norman HILLMER, « The Anglo-Canadian Neurosis: The Case of O. D. Skelton », dans Peter LYON (dir.), *Britain and Canada: Survey of a Changing Relationship*, London, Frank Cass, 1976, p. 76.

38. C'était certes le cas aux États-Unis, où l'on avançait que des minorités ethniques importantes (irlandaises, allemandes et italiennes) militaient contre l'alignement des États-Unis à la Grande-Bretagne. Cet argument est le plus fidèlement articulé dans Samuel LUBELL, *The Future of American Politics*, New York, Harper & Bros., 1952, pp. 132-136.

39. L'argument, tel qu'exprimé par le plus éminent nationaliste canadien-français de l'époque, Henri Bourassa, allait comme suit : « Nous ne demandons pas à nos compatriotes du Canada anglais de nous aider à nous rapprocher de la France, mais, en contrepartie, ils n'ont aucun droit de profiter de leur majorité écrasante (...) et de nous persuader d'assumer, que ce soit librement ou spontanément, les fardeaux supplémentaires de la défense de la Grande-Bretagne. » Cité dans Ramsey COOK, *Canada and the French-Canadian Question*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1986, publication originale 1966, p. 107.

Laurier à devenir le principal partisan, au sein de l'Empire, de l'autonomie des dominions. Skelton, plus que King, définissait son idéologie politique selon celle de Laurier, et l'une des raisons qui le rendait si influent envers King (du moins jusqu'en 1939) réside dans le fait que les deux hommes étaient très au fait du besoin fondamental de prévenir que la politique étrangère ne mine la tranquillité nationale. Un historien qui s'est penché sur l'effet qu'a eu Laurier sur King a recensé les similitudes des deux conceptions de la politique étrangère : « Le souci de l'unité nationale est répandu, mais l'idée que la plus haute diplomatie consiste davantage à prévenir le mal qu'à faire le bien l'est tout autant⁴⁰. »

Ce qui a compliqué de surcroît le facteur ethnique a été la tendance de plus d'une élite nationaliste canadienne-française à s'identifier de façon positive à certaines expériences totalitaires de l'Europe pendant les années 1930. Au cours de la période ayant précédé la Seconde Guerre mondiale, les valeurs nationalistes canadiennes-françaises se fondaient sur la primauté de la religion, de la langue et de la célébration de l'existence rurale, sur la méfiance envers la modernité, et sur l'insistance de l'ordre et de l'autorité. Ces valeurs ont fait en sorte que le Québec ait été réceptif à l'appel du corporatisme en tant que « troisième voie » entre le capitalisme libéral et le communisme, ce qui rendait presque impossible le ralliement aux côtés de la Grande-Bretagne et de la démocratie dans toute éventuelle lutte idéologique globale⁴¹. L'Italie de Mussolini semblait particulièrement vue comme un modèle pour le développement du Québec, surtout après le Traité de Latran de 1929, qui a résolu la querelle entre l'Église et l'État, tout en « donnant au fascisme cet air de respectabilité morale qui le caractérise si souvent au Canada français⁴² ».

Conclusion

Dans cet article, nous avons cherché à démontrer que la diplomatie canadienne, pendant une grande partie de l'entre-deux-guerres, ne divergeait que de façon superficielle de celle des États-Unis. Face aux enjeux les plus pertinents, les deux États ont adopté une grande stratégie isolationniste. La

40. C. P. STACEY, « Laurier, King and External Affairs », dans J. L. GRANATSTEIN (dir.), *Towards a New World: Readings in the History of Canadian Foreign Policy*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1992, pp. 20-21. Il y avait néanmoins des limites à la volonté de King de subordonner la grande stratégie au maintien de l'unité nationale. Lors de la crise de Sudetenland, à la fin de l'été 1938, King a clairement signifié à ses collègues québécois du cabinet que s'ils n'appuyaient pas la propension du gouvernement de suivre la Grande-Bretagne, même si cela signifiait la guerre, il y aurait de graves conséquences. Tel qu'il l'a écrit dans son journal, le 31 août, « je lui ai dit (à Power) que les ministres du cabinet devraient se rendre compte que ce serait la fin pour le Québec si une attitude de la sorte était adoptée par les Canadiens français dans le cas d'un conflit mondial de cette ampleur ». Cité dans MACFARLANE, *Ernest Lapointe, op. cit.*, p. 117.

41. Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICHARD, *Québec Since 1930*, trad. de Robert Chodos et Ellen Garmaise, Toronto, James Lorimer, 1991, pp. 77-80.

42. P. B. WAITE, « French-Canadian Isolationism and English Canada: An Elliptical Foreign Policy, 1935-1939 », *Journal of Canadian Studies*, vol. 18, été 1983, p. 134.

participation du Canada à des institutions et organisations internationales, à savoir la Société des Nations et le Commonwealth, se caractérisait avant tout par un principe sécuritaire, le « non-engagement ». Ce principe expliquait l'opposition précoce et persistante du Canada aux dispositions de sécurité collective de la Société (pour autant qu'elle l'eut été), ainsi que les tentatives répétées d'Ottawa de contrecarrer les plans de la défense collective du Commonwealth⁴³. Et même lors du déclenchement de la guerre en septembre 1939, Ottawa s'attendait à ce que, cette fois, le Canada s'acquitte uniquement d'« engagements limités » à l'égard de la Grande-Bretagne, ce que certains ont interprété comme étant la fourniture de matériel de guerre et l'entraînement des forces aériennes du Commonwealth⁴⁴.

Tout ceci se situait bien loin de ce qu'une théorie basée sur l'identité collective aurait pu prédire. Néanmoins, en s'engageant dans une guerre qui se révéla commander un engagement illimité, mais pas aussi coûteux que lors de la Grande Guerre, le Canada a agi en grande partie en fonction de valeurs partagées et d'un sens d'identification positive (empathie) considérable par rapport à la Grande-Bretagne, ce qui lui permit de surmonter les forces combinées de la distance géographique et de l'apprentissage historique, sans mentionner l'attrait naturel de la recherche de la sécurité et de la tranquillité nationale par le non-engagement. Leacock avait raison, après tout.

Il s'agit toutefois du lien avec la Grande-Bretagne, et non la Société des Nations à laquelle Dandurand s'était tant consacré, qui a sorti le Canada de son isolationnisme, confirmant que certains « engagements » ne pouvaient être évités.

[Traduit de l'anglais par Francis Villeneuve]

43. Sur la participation du Canada aux deux organisations, voir Richard VEATCH, *Canada and the League of Nations*, Toronto, University of Toronto Press, 1975 ; et Norman HILLMER, « Defence and Ideology: The Anglo-Canadian Military « Alliance » in the 1930s », *International Journal*, vol. 33, été 1978, pp. 588-612.

44. Skelton avait incité King à rester neutre même après l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, puisque pour lui, la guerre n'avait aucune utilité morale, ce qui, selon King, serait impossible. Néanmoins, le premier ministre a exprimé son souhait de limiter le plus possible l'engagement du Canada, la question de l'unité nationale demeurant la préoccupation la plus importante à son esprit. Il s'est alors tourné vers les mérites du British Commonwealth Air Training Plan, et écrivit dans son journal: « Si le Canada concentre ses énergies sur l'entraînement aérien et la puissance aérienne, et que, par le fait même, il y a moins de pression pour une plus grande armée, il y aurait moins d'agitation pour la conscription ». Cité dans James EAYRS, *The Art of the Possible: Government and Foreign Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1961, p. 76.